

% Angles d'Attac

association pour une taxation des
transactions financières pour l'aide
aux citoyens et citoyennes.

Bulletin d'information mensuel
d'Attac Suisse, Rue des Savoises 15,
1205 Genève – www.suisse.attac.org

Numéro 52 – juin 2008

>>> SOMMAIRE >>>

Foot, fête, crises – p1

Agir contre les paradis fiscaux – p2

Le climat ou le profit – p3

L'Arme OGM – p4

Campagne «Prudence OGM» menée
par le Centre pour l'action non-violente (CENAC) – p5

Recherche publique : mêmes arguments qu'une trans-
nationale agroalimentaire, même combat ? – p6+7

Une autre Europe pour un autre monde –
Agiissons, maintenant, pour un autre monde! – p8

Désarmer les marchés:
L'Édito qui fit fleurir Attac – p9

Hold-up sur les contestations sociales
au Liban – p10+11

Collons la mondialisation! – p12

10 ans d'attac suisse :
un match de foot satirique pour fêter
ça! – p12

>>> Foot, fête, crises >>>

Il y a dix ans, en 1998, Zidane, par deux coups de tête de génie, offrait à la France son titre de gloire. Les chaînes de télévision du monde entier diffusèrent le spectacle d'une foule en délire réunie sur les Champs Élysées. La même année, la plume d'Ignacio Ramonet, qui en décembre 1997 invitait ses lecteurs à désarmer les marchés, rassemblait dans un mouvement fulgurant des représentants de titres de presse, de syndicats et d'associations. Attac était née. L'édito du Monde Diplomatique, tout comme les 2'500 courriers de lecteurs qu'il suscita, avait pour source le contexte international. La crise financière systémique avait déjà touché le Mexique (1994-1995) et gagnait l'Asie (1997-1998). Elle se propagera en Russie (1998), au Brésil (1999), en Turquie (2000) et en Argentine (2001-2002). Ce contexte a créé les conditions pour que les mouvements protestataires s'approprient les thématiques liées à la volatilité des marchés financiers et à la taxe Tobin. Attac s'était fixé comme but de produire et de diffuser de l'information pour agir en commun, de taxer les transactions financières

et, plus largement, de créer un nouvel instrument de régulation et de contrôle de la mondialisation financière.

Football, fête et crises constituent le programme que nous vous proposons pour juin et septembre 2008. Pour ses dix ans, Attac invite les sportifs à venir expérimenter sur le terrain les conseils qu'ils déclament haut et fort, depuis leur fauteuil, à Cristiano Ronaldo et à Thierry Henry. Ceux qui mouilleront leur T-Shirt devront élaborer maintes stratégies afin d'identifier l'angle d'attaque le plus approprié pour percer la défense adverse. Parions que les points de vue seront différents suivant le groupe de pays dans lequel ils joueront. Certains devront braver plus d'embûches que d'autres, ô suspens... mais pas d'inquiétude. Ne nous a-t-on pas appris que c'est toujours le meilleur qui gagne ? Pour ceux, restés sur les gradins, ça sera une bonne occasion de parler foot ! Au-delà des prouesses exaltantes des joueurs, c'est un univers qui donne matière à parler de la crise du capitalisme. Ce thème sera à l'honneur de l'Université d'Attac de septembre mais au travers d'autres regards.

Il sera abordé sous trois angles : crise financière, crise sociale et crise écologique, au travers de perspectives historiques et de genre. Nous amorçons ici les débats qui nous attendent en septembre en nous penchant, dans ce numéro, plus particulièrement sur les questions liées aux OGM et au changement climatique. Notre prochain Angles sera, quant à lui, dédié aux crises financières.

Abena



>>> AGENDA >>>

> Genève >

Samedi 31 mai et dimanche 1er juin

Forum Social de Haute-Savoie, avec José Bové et Paul Ariès, Centre Martin Luther King (près de la gare), Annemasse. Programme : www.fsd74.org Contacts : contact@fsd74.org

Mardi 10 juin, 20h

Réunion mensuelle du comité d'attac Genève, Maison des Associations, rue des Savoises 15. Bienvenue à chacun-e.

Mardi 10 juin, 19h

Le Cetim et la Fondation pour l'expression associative vous invitent à la projection du documentaire *Le monde selon Monsanto* de la journaliste indépendante Marie-Monique Robin. A 20h40, le documentaire sera suivi d'une conférence-débat avec la participation de : Marie-Monique Robin, Valentina Hemmeler, représentante de Uniterre et Florian Rochat, directeur du CETIM. Maison des associations - 15, rue des Savoises, Salle Rachel Carson (rez), entrée libre

> Vaud >

Vendredi 6 juin, 19h

Soirée sur la souveraineté alimentaire

Agriculture et mondialisation : Les résistances fleurissent un peu partout.

Valentina Hemmeler, secrétaire syndicale d'Uniterre
Willy Cretegnny, viticulteur BIO, Fondateur de l'association "La Vrille"; Julien Sansonnens, opposant aux essais OGM en plein champ à Pully; Sébastien Meer, président de la coopérative d'agriculture contractuelle "Le Jardin Potager"
Salle de paroisse de l'église écossaise, Av. de Rumine 26, arrêts TL Georgette ou Eglantine.

Mardi 24 juin, 20h

Réunion du groupe Multinationales et mondialisation, Librairie Basta, Rue du Petit-Rocher 4, Lausanne-Chauderon

Mardi 1er juillet, 20h

Rencontre mensuelle avec une présentation de Gilles Labarthe, journaliste et auteur de "L'Or africain" : **Les fortunes placées dans le paradis fiscal suisse par les dirigeants africains.** Pôle Sud, Av JJ Mercier 3, Lausanne-Flon.

>>> Agir contre les paradis fiscaux >>>

Extraits du communiqué de presse du 28 avril du mouvement européen Attac à l'occasion de la visite en Suisse de la chancelière fédérale Angela Merkel

Action résolue contre les paradis fiscaux et demande à la Suisse

- Les paradis fiscaux comme la Suisse nuisent aux pays les plus pauvres et sapent la démocratie.
- Les Attacs en Suisse et en Europe exige une action résolue de l'Allemagne et de l'Union européenne contre tous les moyens d'évasion fiscale - le cas échéant, au moyen de sanctions.
- Attac Suisse demande que la Suisse élargisse dans un premier temps l'accord sur la fiscalité de l'épargne avec l'Union européenne et l'accord fiscal avec les États-Unis à tous les pays, y compris les pays en voie de développement.

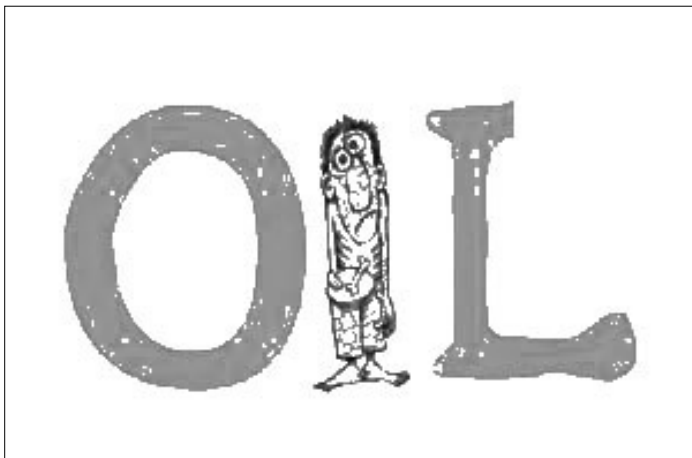
Un tiers des fortunes mondiales placées à l'étranger est géré en Suisse [...] La Suisse dérobe aux pays en voie de développement plus de ressources qu'elle n'en apporte par son aide au développement. Les réseaux européens d'Attac réclament que des mesures résolues soient prises contre ces Etats pirates qui s'enrichissent au profit des plus pauvres et également au profit des travailleurs-euses et des retraité-e-s du monde entier. [...]

Attac encourage une action mondiale contre les paradis fiscaux. La visite de la chancelière allemande, Angela Merkel, doit être l'occasion d'élaborer avec le troisième paradis fiscal du monde, la Suisse, une base de discussion. Nous soutenons les ambitions de l'Union européenne de fermer les paradis fiscaux en Europe et on l'invite de le faire d'une manière conséquente. Nous attendons de la Suisse qu'elle élargisse l'accord

sur la fiscalité de l'épargne avec l'UE à tous les pays, surtout aux pays en voie de développement et d'étendre le contenu de cet accord aux dividendes et autres gains en capital. En outre, la Suisse doit élargir l'accord d'échange automatique d'informations conclu avec les États-Unis aux pays de l'Union européenne et au reste du monde. La Suisse ne peut plus continuer à protéger des «réfugiés fiscaux». De plus, la Suisse doit en finir avec le dumping sur l'imposition des entreprises.

«Il est inacceptable que certaines élites et de grosses entreprises aient à disposition les structures qui leur permettent de se soustraire à leur devoir de contribuable», a déclaré Roman Kuenzler, spécialiste en fiscalité d'Attac Suisse. On s'aperçoit de cette manière la démocratie. Roman Kuenzler: «Ces structures corrompues sont les paradis fiscaux. Il est grand temps d'y mettre définitivement fin. Pour ce faire, la Suisse doit supprimer le secret bancaire et la distinction entre évasion fiscale et fraude fiscale.»

Si les paradis fiscaux, dont la Suisse, ne collaborent pas de plein gré, des sanctions devraient être la prochaine étape. *«Il n'est pas compréhensible que la Suisse profite d'un accès privilégié au marché européen tout en sapant la base fiscale de l'UE»,* affirme Silke Oetsch d'Attac Allemagne. L'Allemagne et l'UE ne devraient plus conclure de nouveaux accords commerciaux avec la Suisse et devraient, de surcroît, remettre en question les accords bilatéraux. Des sanctions contre la place financière ne devraient pas non plus être exclues. Afin de limiter la fraude fiscale et les tricheries fiscales des entreprises, l'accord de double imposition avec l'Allemagne devrait se baser sur le principe de domicile. Les bénéfices des entreprises imposés très faiblement à l'étranger devraient être ré-imposés plus tard en Allemagne.



Le tabac ayant été identifié comme cause de cancer, que dirait-on d'un médecin qui, découvrant une tumeur au poumon chez un patient, lui prescrirait la cigarette ? On dirait que c'est un charlatan, ou un assassin.

On ne soigne pas le mal par le mal, mais en s'attaquant au mal. La même logique s'applique à la lutte pour le climat. Le changement climatique « est un échec sans précédent du marché », selon le « rapport Stern »¹. Croire qu'un phénomène dû au marché pourrait être combattu par l'extension du marché est absurde. C'est pourtant ce que propose Stern, et c'est dans ce sens que va le G8 : plus de marché, plus de croissance, plus de mondialisation... Or, il faut aller dans le sens opposé : moins de marché, plus de public ; moins de concurrence, plus de collaboration ; moins de « liberté d'entreprendre », plus de planification ; moins de mondialisation économique, plus de localisation. Une politique pour les besoins n'a pas besoin de produire toujours plus.

Pourquoi l'économie de marché est-elle responsable du réchauffement ? Parce qu'elle est basée sur la concurrence et l'accumulation. Les décisions de production ne sont pas prises en fonction de l'utilité et de l'écologie, mais en fonction des profits. Des choses inutiles ou nuisibles sont réalisées dans le seul but de satisfaire l'avidité des actionnaires. Des campa-

gnes publicitaires coûteuses servent à écouler les marchandises. La concurrence aveugle pousse à la surproduction, une partie va au rebut. Des objets sont conçus pour s'user rapidement, ou consommer trop d'énergie. On fabrique dans les pays pauvres, puis on transporte dans les pays riches... Bref : le gaspillage des ressources est inhérent à l'économie de marché.

L'usage des combustibles fossiles est lui-même le résultat de cette logique du profit. On sait depuis 1839 que la lumière naturelle génère de l'électricité en rencontrant certains matériaux (« effet photovoltaïque »). Si la recherche scientifique avait été orientée prioritairement vers l'exploitation de l'énergie solaire, l'atmosphère aujourd'hui ne serait pas saturée en carbone. Or, pourquoi cette orientation n'a-t-elle pas été prise ? Notamment parce que personne ne peut être propriétaire du flux solaire illimité, tandis qu'on peut être propriétaire des stocks limités de charbon, de pétrole, de gaz... et que cela procure d'énormes profits. Vente des produits pétroliers : 2'000 milliards d'Euros par an. Coûts : 500 milliards. Le profit de 1'500 milliards par an à l'échelle mondiale est empêché par quelques multinationales et (sauf au Venezuela) par les super-privilegiés au pouvoir dans les pays producteurs².

Le pétrole, c'est leur poule aux œufs d'or. Ils souhaitent qu'elle

ponde le plus longtemps possible. Ce souhait est partagé par les secteurs annexes : automobile, fabrication navale, aéronautique, pétrochimie... Ce sont des milieux puissants, avec beaucoup d'influence politique. Résultat : alors que les scientifiques mettent en garde depuis plus de trente ans contre le danger du réchauffement, rien n'a été fait, ou presque. Responsable du gâchis, le marché fait tout pour retarder les mesures à prendre. Quand elles sont prises, il tente de les atténuer. Ou de les déformer à tel point qu'elles méritent à peine d'être qualifiées de « premier pas dans la bonne direction ».

Le Protocole de Kyoto est tellement truffé de « mécanismes flexibles » qu'il réduira au mieux les émissions globales des pays industrialisés de 1,7% en 2012³. Or, elles doivent diminuer de 70% environ d'ici 2050... 70% d'ici 2050 : une telle diminution est-elle possible dans des délais aussi brefs ? Oui, le climat peut encore être sauvé. Le rayonnement reçu du soleil représente 8'000 fois la consommation mondiale d'énergie. Les technologies actuelles permettraient d'en utiliser un millième : huit fois les besoins actuels de l'humanité. La recherche scientifique augmentera ce potentiel. Il faut certes faire des économies, supprimer les gaspillages - cela concerne aussi chacun de nous. Mais nous ne sommes pas condamnés à choisir entre le climat et le bien-être, ou entre le climat et le développement des pays du Sud !

Jusqu'à présent, les effets du réchauffement touchent quasi exclusivement les pauvres (y compris dans les pays riches : le cyclone Katrina - New Orleans 2005 - a fait plus de 1'000 morts, presque tous pauvres et Noirs). Pourtant, en fin de compte, le marché devra bien faire quelque chose pour stabiliser la situation. Le moment de cette décision approche inexorablement, mais cela ne marquera pas la fin de nos problèmes. Car le

marché agira en fonction du profit, pas en fonction des besoins. Quand le sauvetage de ce qui restera de notre climat deviendra rentable pour les actionnaires - pas avant - il nous le fera payer par toutes sortes de procédés. Tant pis pour ceux qui n'ont pas les moyens.

Sauver le climat avant qu'il soit trop tard - le sauver au maximum du possible, pour tous, dans la justice et la solidarité - implique tout faire pour que la hausse de température ne dépasse pas 2° par rapport à 1790. Le rapport Stern estime le coût des mesures à prendre entre 1'050 et 1'200 milliards de dollars par an... et trouve que c'est trop cher. Trop cher, alors que les budgets des armées engloutissent annuellement 1'037 milliards de dollars⁴, que les profits pétroliers « pèsent » 1'500 milliards d'Euros ? Trop cher, alors que 200 millions de gens devraient fuir la montée des océans d'ici 2080, que le réchauffement ajouterait trois milliards d'hommes, de femmes et d'enfants à la liste de ceux qui souffrent déjà de pénurie d'eau ? « Là où est le danger, il y a place aussi pour le salut » (Hölderlin). Face au danger climatique, il faut choisir : le climat ou le profit ? C'est un choix de société à trancher par la société, pas par les « experts ».

Rédigé par Daniel Tanuro, février 2007. Daniel Tanuro est ingénieur et environnementaliste écosocialiste. Il analyse la politique climatique notamment sur www.europe-solidaire.org, www.legrandsoir.info, www.mondialisation.ca ainsi que dans le mensuel « Inprecor » www.inprecor.org

Notes:

- ¹ Rapport rédigé par sir Nicholas Stern à la demande du gouvernement britannique, octobre 2006
- ² Jean-Marie Chevalier, « Les grandes batailles de l'énergie », Gallimard 2004
- ³ Agence Européenne de l'Environnement, rapport N18/2005, p. 9
- ⁴ Chiffre 2004 du SIPRI, Stockholm TANIAU Léon

>>> AGENDA >>>

> Neuchâtel >

Jeudi 19 juin 2008, 20h

Réunion du comité, Maison des syndicats, avenue de la Gare 3, 2e étage, Neuchâtel.

Identité de l'individu contemporain

sous la direction de **Claude Calame**

Tirailé entre des aspirations personnelles exacerbées par les modèles de développement de soi assénés par les médias et une identité collective qui est faite d'appartenances de plus en plus composites, l'individu contemporain doit être interrogé dans ses identités multiples. Sociologues, philosophes et anthropologues ont choisi ici le dialogue interdisciplinaire. Chaque cas de figure choisi débouche sur une perspective critique vis-à-vis de la notion d'individu libre de ses choix. Ils éclairent comment la postmodernité néolibérale et mondialisée entraîne la destruction des conditions de la réalisation et de l'expression de soi.

Contributeurs :

Claude CALAME : Avant-propos

Claude CALAME (anthropologue) :

Entre personne et sujet : l'individu et ses identités

Michel WIEVIORKA (sociologue) :

Pour une approche critique du "Sujet"

Pascal MICHON (philosophe) :

Individuation et pouvoir à l'ère du capitalisme mondialisé

Alain CAILLE (sociologue,) :

Individualisme ou parcellitarisme ? Quelques incertitudes

Erwan DIANTEILL (anthropologue) : "Tout juste un individu..." :

esquisse d'une anthropologie bastidienne de la personne

Philippe CORCUFF (politiste) : Individus contre Capital :

pistes entre sociologie et philosophie politique

François DUBET (sociologue) : Le travail de l'individu

François DE SINGLY (sociologue) : Le processus d'individualisation :

une étape, l'entrée dans l'adolescence

Albert RICHEZ (philosophe) :

Individualise contemporain et engagement militant

Avec le soutien du conseil scientifique de l'association altermondialiste ATTAC-France. Avec l'appui de l'EHESS (Paris).

Collection « La Discorde », dirigée par Daniel Bensaïd

>>> L'Arme OGM >>>

Au-delà des questions de santé, invoquées le plus souvent contre les OGM, il est crucial de s'interroger sur les conséquences sociopolitiques de l'intrusion de ces plantes dans l'agriculture mondiale.

En effet, les OGM sont des organismes qui ont été transformés artificiellement par des procédés techniques ; cela leur confère donc un statut juridique particulier : ils sont brevetés comme des objets industriels. C'est en 1980 que la législation américaine reconnaît pour la première fois un brevet sur une bactérie transgénique, au motif qu'elle était le fruit de l'ingéniosité humaine puisqu'elle n'existait pas naturellement. La boîte de Pandore était ouverte. Depuis, plantes et animaux issus des biotechnologies font l'objet de brevets dans la plupart des pays industrialisés. Cela offre des droits exclusifs à quelques multinationales, appartenant à un oligopole de grands groupes, véritable complexe génético-industriel. Cette poignée de multinationales des « sciences de la vie », Dupont, Pioneer, Novartis, Monsanto, Aventis, contrôlent 100% de la commercialisation des semences OGM. De plus, ces entreprises diversifient toujours plus leurs activités, ce qui tend à accentuer leur contrôle sur toute la chaîne alimentaire, des semences jusqu'au produit fini, posant un sérieux problème de sécurité alimentaire au niveau mondial. Que peut-on espérer de tels groupes, pour qui le profit est le seul objectif, en matière de réduction de la faim dans le monde ? Ce qu'ils détiennent dans leurs mains, c'est une véritable arme alimentaire...

Pour envisager le problème des OGM, il est essentiel de comprendre que ces semences font partie d'un type d'agriculture bien particulier : une agriculture totalement industrielle. Exploitations gigantesques, système entièrement mécanisé, intensif, utilisation de produits phyto-sanitaires à outrance... Système dont on sait

qu'il nous mène, à moyen terme, dans un mur. De plus, il est temps de réaliser qu'un milliard et demi de ruraux dans le monde vivent grâce à une agriculture paysanne : diversité des cultures et des variétés, petites parcelles, sélection des semences à la ferme, conservation, échange des semences dans la communauté. En Inde, par exemple, avec ses 100 millions de fermes, 80% des agriculteurs dépendent des semences fermières.

Que deviendront ces petits paysans lorsque Monsanto viendra leur vendre, ou leur imposer par la dissémination, (comme le font les USA par l'aide alimentaire à l'Afrique) ses semences brevetées ? Monsanto utilisera-t-il ses détectives privés pour traquer les champs des petits paysans et toucher les 1'000 dollars par hectare d'amende pour utilisation illicite de produits brevetés ?

Les paysans du Nord rachètent leurs semences chaque année, depuis longtemps déjà, car ils exploitent des semences hybrides, mais pourquoi obliger les paysans du Sud à rentrer dans cette relation de dépendance avec les semenciers ?

Il faut absolument comprendre que ces OGM sont un outil de plus de l'agriculture occidentale pour marginaliser et opprimer les petits paysans, déjà les plus sensibles à la faim.

Chloé Peytermann

>>> Campagne «Prudence OGM» menée par le Centre pour l'action non-violente (CENAC) >>>

L'article et les illustrations ci-dessous ont été repris du site Internet du Centre pour l'action non-violente (CENAC – anciennement Centre Martin Luther King).

Ce printemps, l'Université de Zurich¹ veut tester en plein champ un blé génétiquement modifié (OGM) à Pully, une banlieue lausannoise, avenue Rochettaz pour être précis.

Après quelques débats portant sur nos priorités et nos capacités, le Cenac a décidé de manifester sa position critique envers cet essai. Nous savons maintenant que le recours déposé a empêché le plantage pour cette année.

Sur le fond – OGM, chance ou danger pour l'humanité ? – nous faisons confiance à l'expertise d'autres, bien plus qualifiés que nous en la matière : les scientifiques, chercheurs, éthiciens et paysans de BioSuisse, de Pro Natura, du WWF, d'Uniterre...

Sur la forme, le récit des incroyables pressions qu'exercent quelques multinationales sur les paysans – au Nord, mais bien plus encore au Sud, comme en témoignent par ex. Attac, Swissaid et la Déclaration de Berne – pour qu'ils adoptent les variétés OGM, et sur les politiciens d'ici et d'ailleurs pour qu'ils en autorisent la culture, ces récits nous inquiètent et nous révoltent. Comment croire dès lors à la sincérité de discours prétendant viser « le bonheur de l'humanité et la fin de la faim » ?

Et surtout, nous prenons acte du fait que la population suisse, comme celle d'Europe en général, s'est prononcée clairement et à répétition reprises – notamment par le vote d'un moratoire de 5 ans² – contre la culture d'OGM. Non, nous ne voulons pas d'OGM dans nos assiettes. Ni, par conséquent, dans nos champs. En témoigne la présence de la Fédération romande des consommateurs (FRC) parmi les forces de résistance.

C'est pourquoi nous ne resterons pas les bras croisés, à nous inquiéter en silence. Toutes et tous, préparez-vous à agir avec nous et avec toute la variété d'organisations qui, avant nous déjà, se sont déclarées résistantes. Commencez par porter notre symbole distinctif : une fleur ou une graminée, tenue par un sparadrap sur lequel est écrit « OGM ? Non ! »

Les 25 et 26 avril derniers, nous avons organisé une conférence de Jean-Baptiste Libouban (fondateur des « Faucheurs volontaires » en France) à la gare de Lausanne, puis avons mis sur pied le lendemain une journée d'information et de formation aux outils non-violents à Pully. Nous y avons élaboré et discuté des projets d'actions non-violentes.

La plantation de blé OGM n'étant plus d'actualité pour cette année suite à la décision du tribunal, nous préparons la suite. Il s'agit de prolonger le moratoire, de discuter avec des scientifiques de tous bords (tous ne sont pas pro-OGM !) et de mobiliser l'opinion publique. Pour cette dernière raison, rejoignez-nous nombreux à la journée d'action décentralisée que nous mettons sur pied le 6 septembre prochain.

Vous pouvez trouver toutes ces informations, et d'autres encore, sur notre site internet www.non-violence.ch.

Notes:

- ¹ Agissant pour le compte d'un programme national de recherche.
- ² Le 27.11.2005, tous les cantons et 55,7% des votants décidaient d'interdire dans toute la Suisse, jusqu'au 27.11.2010, toute dissémination d'OGM capables de se reproduire dans l'environnement



Enregistrements sonores

Pour marquer les 10 ans d'attac, la section d'attac fribourg a déposé à la Bibliothèque Cantonale Universitaire (BCU) comme patrimoine fribourgeois un choix de quatre enregistrements sonores parmi nos nombreuses conférences, organisés ou co-organisés par attac fribourg :

Riccardo Petrella : L'eau, un bien commun (dvd),
Susan George : Peut-on privatiser l'école ? (cd),
Ignacio Ramonet : Cuba, Fidel Castro et demain ?(cd),
Salim Lamrani : Cuba, l'UE et les Droits de l'homme (cd)

Angles d'Attac a besoin de vous

Pour relire, écrire, proposer, suivre l'actualité... Si vous êtes membre d'une section d'attac suisse et intéressé-e à participer à la vie de votre association, contactez-nous à anglesch@attac.org

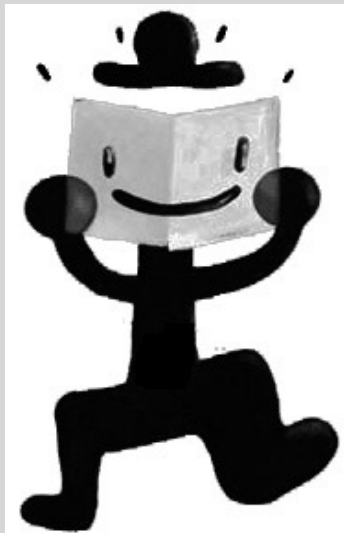
Nous avons aussi toujours besoin de traductrices et traducteurs, si vous pouvez aider dans ce sens, rendez-vous sur coordinatad.attac.org ou écrivez à coordinatad.ch@attac.org

> Emprunt de films >



chez attac genève

Il est désormais possible pour les membres d'attac d'emprunter gratuitement des films produits ou conseillés par attac. Plus d'une trentaine de films sont disponibles au local d'attac à Genève. Veuillez consulter le site www.local.attac.org/genève



**Vous cherchez
de la lecture ?**

**Rendez-vous
sur le site
d'attac suisse
et profitez de
notre boutique
en ligne !**

WWW.SUISSE.ATTAC.ORG/BOUTIQUE

>>> Recherche publique : mêmes arguments qu'une tr

Remarques sur l'article «Les paysans deviennent des esclaves des OGM» de la Liberté publié dans le Courrier du samedi 16 février 2008

Les « experts » s'expriment généralement sur les sujets jugés complexes. Même lorsqu'ils sont intéressés au premier chef par ces sujets. Dans un article de Linda Bourget paru dans le cadre du partenariat « Histoire vivante », Wilhelm Gruissem parle des OGM. Ce professeur est titulaire de la chaire de biotechnologie végétale à l'EPFZ (Ecole Polytechnique Fédérale de Zurich), conseiller consultatif de Syngenta, consultant de Shell Development et Monsanto. Il est également représentant d'une recherche de l'Institut des sciences végétales de l'EPFZ concernant des lignées de blé génétiquement modifiés résistants à des maladies fongiques et devant être disséminées sur les sites de Reckenholz-Tänikon (Zurich) et de Caudoz (Pully/Vaud) dès le mois de mars [1]. En laissant une large place à ce chercheur, l'article veut nous faire croire qu'on peut être à la fois juge et partie : juge du bien fondé de la recherche sur les OGM et partie prenante des recherches les concernant [2]. Qu'attendre d'autre d'un bricoleur en chimères génétiques [3] qu'une honteuse propagande pro-OGM ? Il est cependant indispensable de revenir sur les différentes contre-vérités qu'il nous sert dans le but de justifier son statut et le bien fondé de la recherche biotechnologique en général. Décortiquons le contenu de trois de ses quatre interventions, si typiques d'un porte-parole des lobbies OGM.

« Quand je regarde l'agriculture telle que nous la pratiquons, je me dis que ça ne peut pas durer. Si nous continuons comme ça, nous allons assoiffer notre planète, l'épuiser ».

Gruissem commence d'un ton résolument « décroissant » pour justifier le recours aux OGM dans l'agriculture. Son premier argu-

ment s'accompagne d'une dénonciation des « abus de pesticides », de « l'intensité de l'irrigation » et de « l'épuisement des sols », problèmes « inhérents à l'agriculture contemporaine ». Il reconnaît ainsi explicitement que les pratiques liées à l'intensification de l'agriculture sont des impasses écologiques. Force est de constater qu'il a parfaitement intégré le désastre induit par l'agriculture dans son ère industrielle, même s'il passe sur les conséquences de celui-ci sur les êtres vivants [4]. Mais plutôt que d'admettre que c'est la fuite en avant technologique, dont les OGM sont la dernière manne financière, qui est le problème, il le présente comme la solution. Comme si un « progrès » technologique piloté par les transnationales capitalistes pouvait résoudre les problèmes créés par les « progrès » antérieurs du même capitalisme productiviste. J.-P. Berlan, directeur de recherche à l'INRA (Institut National de Recherche Agronomique, France) résume ainsi l'histoire récente de l'agriculture : « Il y a quarante ans dans les écoles d'agronomie on enseignait [...] que la chimie, des engrais aux pesticides, allait maîtriser tous les problèmes agricoles. On sait ce qu'il en a été. On aurait pu espérer que cet échec suscite un renouveau de la pensée agronomique fondé sur l'écologie et une réflexion critique [...]. Il n'en a rien été. Sous sa forme génétique, ce renouveau réductionniste accélère la fuite en avant qu'on appelle "progrès" et permet d'empêcher l'examen des causes politiques du désastre. Cette raison seule suffirait à le rejeter en même temps que ses "solutions" transgéniques [5] ».

Affirmer que les OGM pourraient solutionner « l'agriculture telle que nous la pratiquons » est une contre-vérité profonde. D'une part, les semences transgéniques ne sont pas l'issue à la crise déclenchée par l'agriculture intensive. Elles s'inscrivent de fait dans ce paradigme et ne modifient en rien le productivisme. En 2000,

74% des cultures OGM étaient modifiées pour tolérer des herbicides, permettant à des multinationales de commercialiser l'herbicide adapté directement avec sa chimère génétique [6]. Qu'on ne nous parle pas alors d'une lutte de la recherche OGM pour sortir de l'agriculture intensive et de ses poisons pour la terre et le vivant ! Par ailleurs, Berlan indique que, dans le cas d'un maïs transgénique développé en France par l'INRA, les problèmes engendrés par sa culture sont la « pollution par les engrais, pesticides et herbicides », l'« irrigation subventionnée conduisant à l'épuisement des nappes phréatiques, au pillage de l'eau des rivières » et l'« érosion des sols dépourvus de végétation en hiver [7] ». Soit exactement les problèmes que Gruissem prétend pouvoir supprimer par les chimères génétiques.

« Sans compter le défi du très fort réchauffement climatique auquel nous assistons : les plantes que nous cultivons aujourd'hui ne sont pas assez solides pour y résister ».

Linda Bourget précise plus bas que « pour le professeur, la solution à ces nouveaux [sic] problèmes passe forcément – en partie au moins – par les OGM [8] ». Nous ne sommes pas en mesure de savoir si l'agriculture telle que nous la pratiquons (et ce « nous » diffère profondément du « nous » de Gruissem) sera encore possible si le réchauffement climatique suit les courbes alarmantes des spécialistes, précisément parce que nous ne cultivons pas encore dans ce monde à venir. En revanche, les OGM, comme auparavant le nucléaire civil, ne sont pas un passage obligé vers un mieux vivre.

De fait, la solution n'est pas transgénique. Le refus de la multiplication des désastres passe par le refus de tout nouveau totem scientifique. Pour éviter l'accroissement sans fin des effets mortifères de la science sur les êtres

vivants et leur environnement, la solution passe par l'agriculture biologique et non-intensive. Ce qui ne pourra se faire qu'à l'écart des « progrès » scientifiques qui ne sont que nouvelles sources de profits.

« L'Homme a toujours manipulé les espèces. Pensez au brocoli : c'est une invention, un résultat de séries de croisements. Dans ces croisements, l'action se situait déjà au niveau des gènes. Aujourd'hui, nous travaillons donc selon la même logique, qui existe depuis des siècles. Nous avons juste des outils technologiques plus développés pour le faire ».

Premièrement, le chou brocoli (*brassica oleracea botrytis var. cymosa*) descend directement du chou sauvage. Il n'est pas une « invention » humaine. Il résulte de croisements génétiques au sein de la famille des choux dans un milieu naturel. Dans ce milieu, différents critères doivent être remplis pour permettre un croisement : que le pollen de deux choux soit mature au même moment, qu'un « transporteur » (vent ou insecte) assure le voyage du pollen d'un chou à l'autre et que ce dernier soit réceptif au pollen du premier. Il est vrai que, lors d'un croisement, le matériel génétique s'en trouve modifié. Gruissem utilise l'exemple d'un chou avec à-propos puisque « [L]es Brassica ignorent superbement la barrière de l'espèce, généralement peu

perméable [9] ». Cependant, n'a lieu dans ces croisements que ce qui est possible qu'il y ait lieu en milieu naturel. Une carotte peut se croiser avec une carotte sauvage, elle ne pourra jamais se croiser avec un chou brocoli. Il est ainsi faux que la « même logique » soit à l'œuvre dans la formation de chimères génétiques. Il n'y a en effet aucune comparaison possible entre un échange génétique en milieu naturel et une manipulation génétique par l'homme en milieu confiné. La mystification de ce propos repose sur l'équivalence postulée entre une « action » modifiant un matériel génétique entre deux espèces qui peuvent se croiser et une action d'un chercheur-bricoleur, introduisant un nouveau gène dans le matériel génétique d'une espèce.

Au fond, pour Gruissem, tout « fonctionne » comme si la création de chimères génétiques par des scientifiques était comparable avec des pratiques qu'ont les êtres vivants depuis des lustres : l'accouplement et la reproduction. Il est pourtant faux qu'un brocoli ne diffère que par l'outillage nécessaire à sa création d'une fraise contenant le gène d'un carrellet [10] ! C'est même une différence de monde dont il s'agit. Entre le meilleur des monde tel que fantasmé par les scientifiques progressistes et le monde dans lequel nous voulons vivre.



Notes:

- [1] Sur l'ensemble du projet de « disséminations expérimentales » d'OGM en Suisse sur la période 2008-2010, cf. la page <http://www.bafu.admin.ch/dokumentation/mediainformation/00962/index.html?lang=fr&msg-id=14305>; sur le pedigree de Gruissem, cf. <http://www.pb.ethz.ch/people/wgruisse>. Les rôles de partenariat exercés par celui-ci avec des multinationales telles Monsanto et Syngenta suffisent à notre sens à indiquer les liens étroits qui unissent recherche publique « fondamentale » et recherche privée.
- [2] C'est certainement son statut d'« expert » qui lui permet de porter ici cette double casquette. Il est notable que l'opposant aux OGM convoqué dans ce pseudo-débat est Jean Ziegler, « expert » de la lutte anti-OGM et « rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation des Nations Unies ».
- [3] Cf. J.-P. Berlan, *La guerre au vivant*, 2001, Agone, p. 149-150: « OGM » est le terme utilisé par la biotechnologie pour qualifier ses recherches transgéniques. Etant donné que presque tous les êtres vivants sont modifiés génétiquement par le brassage des gènes, Berlan lui préfère « chimère génétique », qui qualifie un organisme résultant de manipulations par l'homme à partir de plusieurs espèces, voire de plusieurs genres.
- [4] Par exemple, les pesticides ont tué entre 6 et 14 millions de poissons chaque année aux Etats-Unis entre 1977 et 1987 (cf. F. Veillerette, *Pesticides, le piège se referme*, 2002). Les maladies de Parkinson et les cancers du cerveau sont cinq fois plus fréquents chez les agriculteurs que chez le reste de la population (cf. *L'agriculture de destruction massive*, p. 25, brochure disponible sur le site <http://www.les-enseignements-généreux.org/>).
- [5] J.-P. Berlan, op. cit., p. 50
- [6] Cf. *L'agriculture de destruction massive*, op. cit., p. 13. Les herbicides appartiennent à la famille des pesticides, au même titre que les insecticides et les fongicides.
- [7] J.-P. Berlan, op. cit., p. 67
- [8] Ces prétendus « nouveaux problèmes » sont ceux cités plus haut par le réchauffement climatique.
- [9] *L'Encyclopédie du potager*, Acte Sud, 2003, p. 226.
- [10] Le célèbre exemple OGM de la fraise-poisson est décrit dans le livre de A. Apoteker, *Du poisson dans les fraises*, 1999, La Découverte. L'adjonction de ce gène permet à la fraise de résister au gel.

IMPRESSUM

Édité par Attac Suisse, paraît au moins 9x par année
Destiné aux membres et aux abonnés.
Impression et mise en page : Deltagraph Bienne
Tirage 1'600 exemplaires

ABONNEMENT (pour non-membres)

Veillez verser 20 francs/année à l'attention d'Attac Suisse,
rue des Savoises 15, 1205 Genève - CCP 17-762066-4 en
mentionnant distinctement votre adresse.

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO :

Joëlle Amara, Maurizio Coppola, Michel Pellaton, Florence Pro-
ton, Sabrina Scardua, Julien Steiner, Ounsi El Daïf, Juliana Zer-
matten, Isabelle Lucas, Chloé Peytermann, Roman Kuenzler.

TRADUCTIONS

Attac a toujours besoin de traductrices et traducteurs, si vous
pensez pouvoir aider, n'hésitez pas à vous inscrire sur coordi-
trad.attac.org ou en envoyant un mail à coorditrad.ch@attac.
org, ou par courrier postal auprès d'attac suisse

PROCHAINE PARUTION DÉBUT JUILLET

COURRIER

DES LECTEURS ET LECTRICES

Réagissez, participez,
n'hésitez pas à nous envoyer vos réactions à :
Courrier de l'Angles d'ATTAC, cp 5105, 1002 Lausanne
ou par mail: angles-ch@attac.org

INTERNET

On peut consulter les articles ou télécharger ce numéro en
ligne sur www.suisse.attac.org, rubrique Angles d'ATTAC, co-
lonne de droite.

ADRESSES

Vaud: Case 5105, 1002 Lausanne, vaud@attac.org
Genève: rue des Savoises 15, 1205 Genève, geneve@attac.org
Neuchâtel: CP 21, 2035 Corcelles, neuchatel@attac.org
Bern: Postfach 520, 3000 Bern, bern@attac.org
Zürich: Postfach 7457, 8023 Zürich, zurich@attac.org
Jura: Case postale 37, 2740 Moutier, jura@attac.org
Basel: Postfach, 4002 Basel, basel@attac.org
Ticino: c/o attac svizzera, rue des Savoises 15, 1205 Ginevra
Fribourg: Case 101, 1701 Fribourg, fribourg@attac.org
Bienne: Case 4314, 2500 Bienne 4, bienne@attac.org
Valais: Case Postale 2140, 1950 Sion 2, valais@attac.org

>> Une autre Europe pour un autre monde - Agissons, maintenant, pour un autre monde! >>

Du 1er au 6 août prochains se tiendra la première Université européenne d'attac (ESU). C'est un jalon important dans la marche d'attac vers de nouveaux succès, à notre époque de mondialisation et d'altermondialisme.

Depuis la création d'attac, le mouvement altermondialiste a remporté de nombreuses victoires. Nous avons réussi à délégitimer l'idéologie néolibérale. Ce qui a fait apparaître, aux yeux de beaucoup, le processus de mondialisation en cours comme anti-démocratique, antisocial et destructeur de la planète. Les figures de proue de la mondialisation, l'OMC et le FMI, sont plongées dans une grave crise. À travers l'Europe, nous avons réussi à mettre en échec de nombreux projets néolibéraux à l'échelon local, national et de l'Union européenne. Parallèlement, nous avons élaboré et proposé un grand nombre d'alternatives à la mondialisation néolibérale. En Amérique latine, des gouvernements ont été élus sur des programmes antilibéraux.

Malgré tous les succès du mouvement altermondialiste, attac n'a toujours pas réussi à endiguer les effets, dévastateurs sur les plans écologique et social, de la libre-circulation des capitaux et des marchandises. L'agenda antidémocratique de l'UE, dicté par les grandes firmes multinationales, nous incite lui aussi à ne pas abandonner la résistance. Mais il faut bien voir que résister à l'Union européenne ne suffit pas. L'intégration économique de l'UE en est arrivée au point où les efforts de régulation pour limiter la croissance des injustices à l'échelon local ou national ne suffisent plus. Il faut nous faire un aveu douloureux : nos principaux combats - obtenir une législation internationale en matière d'écologie et de droits sociaux, comme

la taxe Tobin, la fermeture des paradis fiscaux, des règles de commerce équitables et une harmonisation fiscale et sociale en Europe - n'ont pas abouti.

Notre bilan nous pose un nouveau défi. Nous devons apprendre à agir ensemble si nous voulons gagner notre combat pour un autre monde. Notre mouvement doit réussir à mieux coordonner ses actions au niveau international. Nous ne gagnerons que si nous présentons nos revendications ensemble, au même moment, dans le plus grand nombre possible de pays et de lieux. Cela vaut surtout pour l'Europe.

L'Université d'été est un moment décisif dans l'évolution d'attac. Cette rencontre doit nous permettre de coordonner nos campagnes et nos actions, d'apprendre les uns des autres et de fixer des priorités transfrontalières. Notre réponse à l'organisation mondiale du capital et à sa liberté de mouvement, ce sont des campagnes internationales en faveur d'alternatives. Nous sommes une organisation démocratique et ces objectifs doivent aussi être ceux de la base. L'ESU est la première occasion pour les attachants européens de se rencontrer pour élaborer en commun des alternatives. Avec votre aide, l'ESU servira de base à des priorités et campagnes communes - des campagnes d'où nous pourrions sortir vainqueurs parce que nous aurons agi ensemble.

Informations générales : www.european-summer-university.eu
Inscrivez-vous pour l'ESU sur La page d'inscription en ligne

Vous voulez soutenir financièrement l'ESU
Attac suisse organisera un voyage collectif vers Sarrbrücken ; si vous voulez des informations : suisse@attac.org

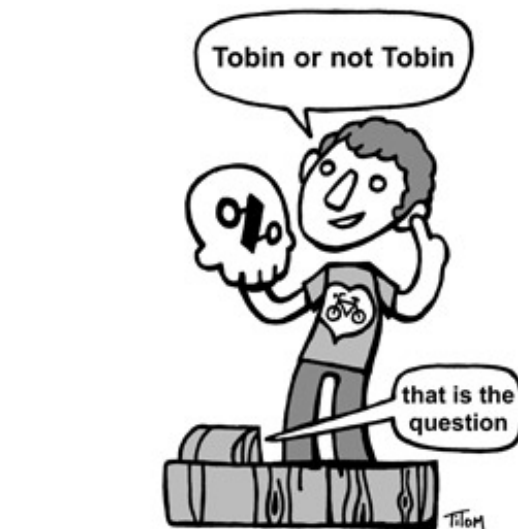
>>> Désarmer les marchés:

L'Edito qui fit fleurir Attac >>>

Le typhon sur les Bourses d'Asie menace le reste du monde. La mondialisation du capital financier est en train de mettre les peuples en état d'insécurité généralisée. Elle contourne et rabaisse les nations et leurs Etats en tant que lieux pertinents de l'exercice de la démocratie et garants du bien commun.

La mondialisation financière a d'ailleurs créé son propre Etat. Un Etat supranational, disposant de ses appareils, de ses réseaux d'influence et de ses moyens d'action propres. Il s'agit de la constellation Fonds monétaire international (FMI), Banque mondiale, Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE) et Organisation mondiale du commerce (OMC). Ces quatre institutions parlent d'une seule voix - répercutée par la quasi-totalité des grands médias - pour exalter les "vertus du marché". Cet Etat mondial est un pouvoir sans société, ce rôle étant tenu par les marchés financiers et les entreprises géantes dont il est le mandataire, avec, comme conséquence, que les sociétés réellement existantes, elles, sont des sociétés sans pouvoir (1). Et cela ne cesse de s'aggraver. (Lire, pages 12 à 15, notre dossier sur la crise financière actuelle.)

Succédant au GATT, l'OMC est ainsi devenue, depuis 1995, une institution dotée de pouvoirs supranationaux et placée hors de tout contrôle de la démocratie parlementaire. Une fois saisie, elle peut déclarer les législations nationales, en matière de droit du travail, d'environnement ou de santé publique, "contraires à la liberté du commerce" et en demander l'abrogation (2). Par ailleurs, depuis mai 1995, au sein de l'OCDE, et à l'écart des opinions publiques, se négocie le très important Accord multilatéral sur les investissements (AMI), qui devrait être signé en 1998, et qui vise à donner les



pleins pouvoirs aux investisseurs face aux gouvernements.

Le désarmement du pouvoir financier doit devenir un chantier civique majeur si l'on veut éviter que le monde du siècle à venir ne se transforme en une jungle où les prédateurs feront la loi.

Quotidiennement, quelque 1 500 milliards de dollars font de multiples allers et retours, spéculant sur des variations du cours des devises. Cette instabilité des changes est l'une des causes de la hausse des intérêts réels, qui freine la consommation des ménages et les investissements des entreprises. Elle creuse les déficits publics et, par ailleurs, incite les fonds de pension, qui manient des centaines de milliards de dollars, à réclamer aux entreprises des dividendes de plus en plus élevés. Les premières victimes de cette "traque" du profit sont les salariés, dont les licenciements massifs font bondir la cotation boursière de leurs ex-employeurs. Les sociétés peuvent-elles longtemps tolérer l'intolérable ? Il y a urgence à jeter des grains de sable dans ces mouvements de capitaux dévastateurs. De trois façons : suppression des "paradis fiscaux" ; augmentation de la fiscalité des revenus du capital ; taxation des transactions financières.

Les paradis fiscaux sont autant de zones où règne le secret bancaire, qui ne sert qu'à camoufler des malversations et d'autres activités mafieuses. Des milliards de dollars sont ainsi soustraits à toute fiscalité, au bénéfice des puissants et des établissements financiers. Car toutes les grandes banques de la planète ont des succursales dans les paradis fiscaux et en tirent grand profit. Pourquoi ne pas décréter un boycottage financier, par exemple, de Gibraltar, des îles Caïmans ou du Liechtenstein, par l'interdiction faite aux banques travaillant avec les pouvoirs publics d'y ouvrir des filiales ? La taxation des revenus financiers est une exigence démocratique minimale. Ces revenus devraient être taxés exactement au même taux que les revenus du travail. Ce n'est le cas nulle part, en particulier dans l'Union européenne. La liberté totale de circulation des capitaux déstabilise la démocratie. C'est pourquoi il importe de mettre en place des mécanismes dissuasifs. L'un d'entre eux est la taxe Tobin, du nom du Prix Nobel américain d'économie qui la proposa dès 1972. Il s'agit de taxer, de manière modique, toutes les transactions sur les marchés des changes pour les stabiliser et, par la même occasion, pour procurer des recettes à la communauté internationale. Au taux de

0,1 %, la taxe Tobin procurerait, par an, quelque 166 milliards de dollars, deux fois plus que la somme annuelle nécessaire pour éradiquer la pauvreté extrême d'ici au début du siècle (3).

De nombreux experts ont montré que la mise en oeuvre de cette taxe ne présente aucune difficulté technique (4). Son application ruinerait le credo libéral de tous ceux qui ne cessent d'évoquer l'absence de solution de rechange au système actuel.

Pourquoi ne pas créer, à l'échelle planétaire, l'organisation non gouvernementale Action pour une taxe Tobin d'aide aux citoyens (Attac) ? En liaison avec les syndicats et les associations à finalité culturelle, sociale ou écologique, elle pourrait agir comme un formidable groupe de pression civique auprès des gouvernements pour les pousser à réclamer, enfin, la mise en oeuvre effective de cet impôt mondial de solidarité.

Ignacio Ramonet

Article paru dans le Monde Diplomatique, décembre 1997.

Note(s) :

- (1) Lire André Gorz, *Misères du présent, richesse de l'avenir*, Galilée, Paris, 1997 ; ainsi que la communication de Bernard Cassen au colloque "La social-démocratie à l'heure de la mondialisation", organisé par le Parti québécois (PQ), à Québec, les 27 et 28 septembre 1997. Par ailleurs, le Groupe de Lisbonne, présidé par Riccardo Petrella, va prochainement publier aux éditions Labor, à Bruxelles, une étude intitulée *Le Désarmement financier*.
- (2) Cf. François Chesnais, *La Mondialisation du capital*, Syros, Paris, 1997 (nouvelle édition augmentée).
- (3) Rapport sur le développement humain 1997, *Economica*, Paris, 1997. (
- (4) Cf. Mahbub Ul Haq, Inge Kaul, Isabelle Grunberg, *The Tobin Tax : Coping with Financial Volatility*, Oxford University Press, Oxford, 1996. Lire *Le Monde diplomatique*,

Je souhaite adhérer à attac!

○ Notre organisation souhaite devenir membre d'attac, envoyez-nous le matériel d'adhésion du groupe local le plus proche.

○ Je souhaite devenir membre d'attac, envoyez-moi le matériel d'adhésion du groupe local le plus proche.

Nom: _____

Adresse: _____

E-mail: _____

Lieu, date, signature

A retourner sous enveloppe à l'adresse suivante:
attac suisse / Rue des Savoises 15 / 1205 Genève

> Bienne-Jura >

Les abonné-e-s habitant dans le canton de Berne trouveront dans ce numéro d'Angles d'Attac une feuille de signature de l'initiative "Vivre ensemble, voter ensemble". Cette initiative demande que le canton autorise les communes à accorder le droit de vote aux immigrés si elles le souhaitent.



Nous vous invitons à signer cette initiative et à renvoyer au plus vite votre/vos signatures..

Vous trouverez plus d'informations à l'adresse www.voterensemble.ch

Mardi 17 juin, 19h30

Prochaine réunion du comité au Restaurant Romand

>>> Hold-up sur les conte

Voilà un an et demi que le Liban est plongé dans une crise politique qui paralyse ses institutions et son économie. Cette crise, due au bras de fer que se livrent deux alliances, dites du 8 et du 14 mars [1], polarise et divise profondément le pays.

Les forces du 14 mars constituent la majorité parlementaire issue des élections de juin 2005. Celles-ci sont menées par le Courant du futur, parti dirigé par Saad Hariri - fils de l'ancien premier ministre, Rafic Hariri, assassiné le 14 février 2005 - et auquel appartient le premier ministre actuel, Fouad Siniora. Les forces du 8 mars, quant à elles, se sont baptisées « opposition nationale libanaise » et sont menées principalement par le Hezbollah. Ce parti ainsi que ses alliés (Courant patriotique libre du général Aoun, Amal du président du parlement Nabih Berri, parti nationaliste social syrien, et d'autres) occupent depuis décembre 2006, à travers un grand campement de tentes, le centre-ville de Beyrouth et encerclent les lieux du pouvoir libanais. Et ce, suite à la démission du gouvernement de tous les ministres chiites (des partis Hezbollah et Amal) et d'un ministre chrétien orthodoxe. Cette démission fut le premier acte visible d'une lutte pour le partage du pouvoir qui configure désormais le paysage libanais. Sur ce fond politique divisé, les autres principaux points de désaccords, voire de conflits, sont la nature des relations avec la Syrie, l'Iran et les Etats-Unis, la nécessité de la mise en place d'un tribunal international pour juger l'assassinat de Rafic Hariri, ainsi que le maintien des armes, comme armes de résistance à l'occupation israélienne, aux mains du Hezbollah.

Cette crise constitue à la fois la cause et la conséquence d'une situation sécuritaire marquée par des attentats à répétition, visant majoritairement des hommes et femmes politiques, ainsi que des personnalités antisyriniennes.

Le paysage économique et social est quant à lui marqué par une inflation extrêmement rapide, due à la fois au contexte international, à la baisse du dollar [2] et à la faiblesse de l'Etat libanais, l'un des plus endettés au monde (plus de 40 milliards de dollars de dettes pour moins de 20 milliards de dollars de PIB annuel, le service de la dette engouffre 40% du budget de l'Etat). Le gouvernement libanais mène, depuis bientôt 20 ans et quelle que soit la coalition au pouvoir [3] des politiques de privatisation, de libéralisation (à l'intérieur et à l'extérieur par la signature d'accords de libre-échange), d'ajustement structurel et de désengagement de l'Etat. Des mouvements sociaux sporadiques, qui se manifestent depuis de nombreuses années et devenant plus visibles depuis fin 2006, sont soutenus plus ou moins activement et de façon régulière par l'opposition. Plusieurs manifestations contre la cherté de la vie ont dégénéré en affrontement avec l'armée, garante de l'ordre sur le territoire libanais.

Parfums de guerre civile

Depuis début 2008, avec l'accélération de l'inflation et la baisse brutale du niveau de vie, les mouvements sociaux se sont amplifiés aussi bien du côté syndical que du côté civil et associatif, avec en particulier le lancement de la campagne contre la privatisation des services publics, dite « dawle aw ishtirak » - littéralement « Etat ou abonnement ? ». Cette campagne vise à rétablir le citoyen à la place du consommateur, et donc à lutter contre la cherté de la vie à travers le renforcement du service public et collectif. Cette campagne rassemble des partis, des associations ou des groupuscules du mouvement altermondialiste (dont attac liban), des mouvements pour les droits civiques et des mouvements de l'extrême gauche, derniers bastions encore libres de se positionner « ni 8 ni 14 » (et donc de refuser de parti-

ciper à la polarisation de la société). Cette campagne prenait tout doucement de l'ampleur au cours des mois de mars et d'avril 2008.

Un emballement s'est produit à travers deux suites d'événements parallèles :

- Un appel à la grève générale et à manifestation lancé par la Confédération générale du travail libanaise (CGTL) avec le soutien de nombreux mouvements.
- Sur le plan politique, le gouvernement de Fouad Siniora a pris fin avril deux décisions pour tenter d'affaiblir le Hezbollah : le démantèlement du réseau de communication utilisé par son aile armée (dernière force non étatique à posséder des armes au Liban, dans le cadre de la résistance à l'occupation israélienne) et la mutation du chef de la sécurité de l'aéroport, pro-hezbollah. La cause réelle de la prise de ces décisions et de leur timing, n'est toujours pas claire. Il n'est en effet pas à exclure qu'elles fassent partie d'une stratégie géopolitique plus globale (au-delà du Liban).

L'opposition ayant décidé de soutenir « activement, par des mouvements de désobéissance civile » l'appel à la grève des syndicats, la direction de la CGTL, suite à ce soutien un peu trop actif et par peur de violences, a fini par annuler son appel à la manifestation (alors que la campagne Dawle aw ishtirak retirait son soutien au mouvement de grève). Cette annulation n'a pas été prise en compte par l'opposition, qui a démarré un mouvement d'ampleur de blocage de routes, notamment celle menant à l'aéroport, tandis que l'aile armée du Hezbollah, bien organisée et entraînée (vainqueur d'Israël !) aidée de la milice du mouvement Amal, occupait Beyrouth ouest, fief du Courant du futur, à majorité sunnite, et encerclé le domicile de M. Hariri fils, leader dudit courant. Les combattants du Hezbollah ont

ainsi procédé à la fermeture de toutes les institutions du Courant du Futur, en particulier deux chaînes de télévision, un journal, et tous les locaux, bureaux... L'occupation de Beyrouth ouest s'est faite en 48h, entre mercredi 7 et vendredi 9 mai. Le Hezbollah, par cette démonstration de force, comptait s'en tenir là en attendant l'abrogation des mesures prises à son encontre (oubliées alors les revendications sociales et économiques). Cependant, cette manœuvre semblait avoir omis de prendre en compte l'instabilité de la situation libanaise, et le fait que malgré l'absence d'armes lourdes, de nombreuses armes légères restent encore en circulation à travers le pays et aux mains des différents partis. Ainsi partisans et opposants du Hezbollah et du Courant du Futur se sont affrontés jusqu'au lundi 12 mai. Ces combats qui ont vu la réapparition de francs-tireurs, réveillant la hantise de la guerre civile, peuvent être également le fruit de volontés de provocations de la part d'acteurs très divers, locaux ou internationaux.

Aujourd'hui, après la reprise en main de la situation sécuritaire par l'armée, à laquelle ont fini par faire appel les deux camps, le gouvernement semble revenir sur ces décisions et le Hezbollah semble avoir obtenu satisfaction.

Oubliées les revendications sociales

Le bilan de ces quelques jours de quasi-guerre civile est très contrasté pour l'opposition et pour la majorité :

- le Hezbollah a montré sa suprématie militaire, tout en prouvant que malgré qu'il en soit capable, il n'a pas cherché à prendre le pouvoir, et a fait abroger les mesures à son encontre. La milice Amal a surtout rappelé aux habitants de Beyrouth ouest qu'elle n'a pas changé de nature depuis les années 80. Le courant patrio-

tique libre a marqué sa différence : apportant un soutien politique sans faille au Hezbollah, tout en appelant ses partisans à ne pas participer aux violences.

- Le gouvernement a perdu la bataille armée, puisque même l'Armée a tardé à intervenir malgré les appels qui lui ont été faits. Mais la majorité, et surtout le Courant du Futur, a eu beau jeu de montrer qu'il n'était pas armé, et qu'il ne cherchait pas à l'être. Il a montré l'impasse de la confrontation armée, puisqu'ayant conquis Beyrouth ouest, le Hezbollah s'en est finalement remis à l'armée. Il a montré à la population libanaise éfrayée par la perspective d'une nouvelle guerre civile qu'il était « pacifique ».

La grande perdante est cette population libanaise. En effet, parmi la mosaïque de partis libanais, les plus grands, et en particulier les acteurs de cette dernière crise, ont un caractère confessionnel, la crise a donc pris un caractère confessionnel de lutte entre les sunnites et les chiites, à tel point que des dirigeants politiques alliés à l'opposition, mais de confession sunnite, ont mis en garde l'opposition : « Si le caractère confessionnel se confirme, nous vous retirons notre soutien, et nous nous replierons sur notre communauté ». Cette crise a donc eu pour effet d'exacerber des tensions confessionnelles qui existent, mais qui n'étaient pas supposées former le cœur du conflit actuel.

Cette situation d'exacerbation des tensions s'ajoute au fait que le seul thème absent des revendications des uns et des autres est le social ! Alors que le gouvernement applique des politiques catastrophiques du point de vue économique et social, il n'a pas eu à répondre de ces politiques puisque le mouvement qui s'est trouvé face à lui ne les a pas mentionnées. Il va donc pouvoir con-

tinuer sur la voie du bradage du pays pour pas cher, avec la vente des derniers services publics à des multinationales étrangères, laissant l'Etat s'endetter auprès de banques appartenant à ceux qui sont à la tête de ce même Etat... et auprès de puissances étrangères ! et ce avec la complicité d'une opposition qui ne s'oppose que sur ce qui touche ses intérêts.

Ounsi El Daïf
membre d'attac liban

Remarque : Cet article est inspiré des différentes analyses faites par le groupe attac Liban, on les trouvera en ligne ici : <http://lubnan.attac.org/spip.php?rubrique19>. Par manque de place et de temps, cet article ne recense pas l'ensemble des acteurs politiques et sociaux de la crise, et n'aborde que peu l'aspect géopolitique international, dont on trouvera une lecture intéressante dans Politis du jeudi 15 mai 2008.

Notes:

[1] en référence à deux grandes manifestations antagonistes tenues les 8 et 14 mars 2005 à Beyrouth

[2] sur lequel est indexée la livre libanaise

[3] y compris durant la période d'alliance entre la majorité actuelle et les principaux partis de l'opposition actuelle (à l'exception notable du CPL du Général Aoun)

A l'occasion des 10 ans d'attac MATCH de FOOT SATIRIQUE



**NORD
CONTRE
SUD...
QUE
LE
MEILLEUR
GAGNE**

21 JUIN.14H.PARC BARTON.GENEVE.

**>>> Un match de
foot satirique pour
fêter les 10 ans
d'attac suisse! >>>**

Dans le cadre des festivités des 10 ans d'attac, alors que l'Europe entière aura les yeux braqués sur les exploits de son équipe favorite, attac suisse organise un match de foot satirique.

Pays en voie de développement et pays industrialisés auront ainsi l'occasion de se mesurer sur un terrain (en pente) juste derrière l'OMC à Genève : que le meilleur gagne...

Toutes et tous les membres et sympathisant-e-s d'attac sont les bienvenu-e-s pour participer à cet événement !

Début des festivités : 21 juin, 14h00 : Match de foot, pic-nic canadien, musique.... Lieu : Parc Barton (derrière l'OMC, à côté de la Perle du Lac)

Inscription pour participer au match : 15 juin. Déguisements bienvenus !

Mail de contact :
suisse@attac.org

>>> Collons la mondialisation! >>>

Nous vous proposons une manière complémentaire de soutenir notre action, que nous voulons celle d'une association d'éducation populaire, principalement axée sur l'évolution de la société. L'idée est de poser des autocollants à l'arrière de sa voiture, ou sur d'autres supports tels que panier de vélo ou de marché, bagage, etc., des phrases invitant à la réflexion sur les injustices et les absurdités du système. Ces phrases, dont vous trouverez les premiers exemples ci-après, sont les premières disponibles, mais nous comptons aussi sur vous pour nous en proposer d'autres, par mail (moderation@hotmail.com) ou par courrier. Elles viendront s'ajouter à la liste des autocollants que chacun-e

pourra soit télécharger sur le site www.local.attac.org/geneve/ rubrique : Dernières nouvelles "autocollants militants" et imprimer soi-même*, soit commander par courrier, pour celles et ceux qui n'ont pas de matériel informatique.

Alors que les partis du pouvoir en place peuvent se payer de grandes banderoles sur des trams et des bus lors de chaque votation ou élection, nous pouvons aussi attirer l'attention des citoyen-ne-s, en les invitant à la réflexion, en utilisant le dos de nos voitures, sans bourse délier.

Les premières phrases disponibles sont :
"Pour le désarmement des pou-

voirs financiers, pour une économie au service de l'humanité"

"La compétition, une logique de guerre, la coopération, le partage, une logique de paix"

"La spéculation, c'est l'appropriation anticipée et prédatrice du fruit du travail des autres"

"Une autre mondialisation devra être plus juste et plus fraternelle, préparons-là !"

"Sur une planète finie, croissance infinie et développement durable sont impossibles" - "La spéculation boursière, c'est le casino des prédateurs avides" - "La spéculation affame et assassine les plus pauvres de la planète"

* Si vous souhaitez recevoir l'un de ces autocollants, vous pouvez le commander soit par cour-

rier à attac geneve, 15 rue des Savoises, 1205 Genève, soit à albert777@no-log.org.

Avec les frais d'envoi, le prix de revient d'un autocollant est d'environ Fr. 2,50.

* Si vous souhaitez soutenir cette action, vous pouvez faire une libre donation sur le ccp 17-569441-3 attac geneve, mais ce n'est pas obligatoire.

*les feuilles A4 d'autocollants pour l'extérieur sont disponibles en papeterie et dans les grands supermarchés et peuvent être imprimées avec une imprimante à jet d'encre.